ASSEMBLÉE NATIONALE

12 novembre 2021

RELATIF À LA DIFFÉRENCIATION, LA DÉCENTRALISATION, LA DÉCONCENTRATION
ET PORTANT DIVERSES MESURES DE SIMPLIFICATION DE L'ACTION PUBLIQUE
LOCALE - (N° 4406)

Rejeté

AMENDEMENT

N ° AS125

présenté par

M. Aviragnet, Mme Biémouret, Mme Vainqueur-Christophe, M. Vallaud, M. Jean-Louis Bricout, Mme Battistel, M. Alain David, Mme Laurence Dumont, Mme El Aaraje, M. Faure, M. Garot, M. David Habib, M. Hutin, Mme Jourdan, M. Juanico, Mme Karamanli, M. Jérôme Lambert, M. Leseul, Mme Manin, M. Naillet, Mme Pires Beaune, M. Potier, Mme Rabault, Mme Rouaux, Mme Santiago, M. Saulignac, Mme Tolmont, Mme Untermaier, Mme Victory et les membres du groupe Socialistes et apparentés

ARTICLE 32

Supprimer cet article.

EXPOSÉ SOMMAIRE

Cet amendement du groupe "Socialistes et apparentés" vise à supprimer cet article autorisant les collectivités territoriales à financer l'investissement des établissements de santé.

En effet, malgré les gardes-fous posés par le Sénat, cet article souffre toujours de plusieurs critiques.

Tout d'abord, dans la mesure où ce sont dans les collectivités territoriales les moins bien dotés que se trouvent les établissements de santé les moins bien dotés, il crée un un risque d'aggravation des inégalités d'accès et de qualité des soins.

Ensuite, il aggrave la logique observée de désengagement de l'Etat dans son devoir d'investissement dans l'offre de soins au profit d'une part de l'Assurance maladie (voir par exemple le transfert des crédits d'investissement en santé de la loi de finances vers la loi de financement de la sécurité sociale) et d'autre part au profit des collectivités territoriales.

Enfin, il invite les collectivités territoriales à participer au financement de l'investissement des établissements de santé sans revoir la gouvernance de ces établissements et notamment la participation des élus des collectivités versant de tels concours.

Nous proposons donc de supprimer cet article.

Tel est l'objet du présent amendement.